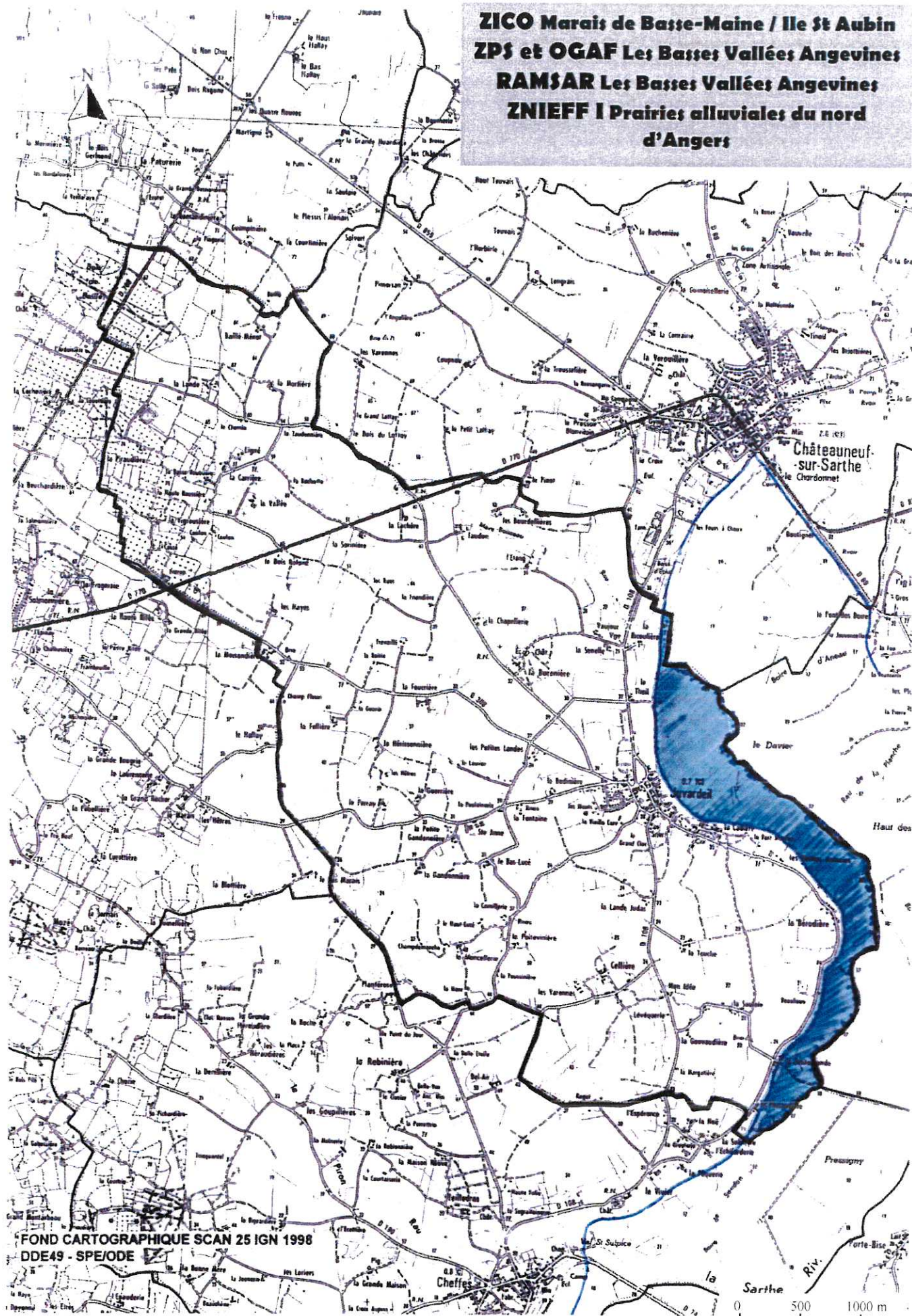


ZICO Marais de Basse-Maine / Ile St Aubin
ZPS et OGAF Les Basses Vallées Angevines
RAMSAR Les Basses Vallées Angevines
ZNIEFF I Prairies alluviales du nord
d'Angers



FOND CARTOGRAPHIQUE SCAN 25 IGN 1998
DDE49 - SPE/ODE

II.6 - PROTECTION ET VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL

La commune de Juvardeil présente une richesse particulière en terme d'espaces naturels, de flore et de faune spécialement.

De ce fait, elle est en partie couverte par une Zone de Protection Spéciale (ZPS), une Zone d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux (ZICO). Elle est concernée par l'opération agri-environnementale, la réglementation des plantations forestières, elle est inscrite sur la liste RAMSAR, comprend des secteurs inventoriés Zone Naturelle d'Intérêts Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) et appartient au réseau NATURA 2000.

♦ LA ZPS DES BASSES VALLEES ANGEVINES

La commune s'inscrit au cœur de la ZPS des « Basses Vallées Angevines ».

Une ZPS s'applique sur l'aire de distribution des oiseaux sauvages situés sur le territoire européen des pays de la CEE et concerne :

- *soit les habitats des espèces menacés de disparition, vulnérables à certaines modifications de leurs habitats ou les espèces considérées comme rares*
- *Soit les milieux terrestres ou marins utilisés par les espèces migratrices non visées par le premier cas dont la venue est régulière. Une importance particulière doit être accordée à la protection des zones humides, surtout celles d'importance internationale.*

Les « Basses Vallées Angevines » désignent le plus vaste système de confluence du bassin de La Loire. C'est là que convergent la Mayenne et la Sarthe, dont le Loir est un affluent, formant ainsi la Maine qui se jette dans la Loire. Il s'agit d'une zone humide d'environ 4500 hectares qui tient son originalité à la topographie des lieux, large zone alluviale à des altitudes très basses variant de 14 m en aval à 19 m en amont.

Les « Basses Vallées Angevines » sont constituées essentiellement de prairies naturelles exploitées pour le pâturage et la production de foin, de bocage à frênes et à aulnes et de peupleraies de culture. La présence d'un habitat prairial, de mares et de haies est à l'origine d'une grande diversité d'espèces animales et végétales dont le Râle des Genêts, espèce protégée au niveau européen. Les « Basses Vallées Angevines » constituent un biotope de valeur internationale.

♦ LA ZICO , MARAIS DE BASSE-MAINE, ILE SAINT AUBIN

La commune est également concernée par la ZICO (PL06) « Marais de Basse Maine, Ile Saint Aubin » qui couvre 6450 ha.

Une ZICO est un site ornithologique remarquable, répondant aux critères de désignation de la directive européenne « oiseaux ».

Ainsi, la ZICO Marais de Basse-Maine-Ile Saint Aubin couvre un site d'escale d'importance internationale pour plusieurs espèces d'Anatidés et de Limicoles transitant au printemps entre des quartiers d'hiver, et des lieux de reproduction situés dans le nord et le nord-est de l'Europe. Les espèces remarquables sont l'Oie cendrée, le Canard pilet et la Barge à queue noire. C'est aussi un site d'hivernage d'importance nationale et internationale pour l'Oie rieuse, le Filigule milouin. Les Basses Vallées Angevines revêtent une importance internationale pour le Combattant varié et sont la principale zone de nidification du Râle des genêts en France et l'une des plus importantes d'Europe de l'Ouest (285 couples).

♦ **UNE OPÉRATION AGRI-ENVIRONNEMENTALE : OGAF (OPÉRATION GROUPEE D'AMÉNAGEMENT FONCIER)**

La commune est concernée par la mise en place d'un programme agri-environnemental (financement 50% Union Européenne + financement divers) et par la mise en œuvre d'une OGAF (Opération groupée d'aménagement foncier) des Basses Vallées Angevines, décidée par arrêté préfectoral 99.24 datant du 17 Mars 1999.

L'objectif de cette opération est le maintien de la prairie naturelle et l'entretien annuel respectueux de la faune nicheuse et de la qualité des paysages pour les prairies inondables.

Elle doit permettre de maintenir un mode d'exploitation traditionnel respectueux de l'environnement.

Cette opération s'appuie sur des contrats signés avec les agriculteurs et se basant sur un volontariat de leur part. Ainsi, à titre d'exemple, les agriculteurs s'engagent à faucher uniquement à certaines périodes de l'année, afin de protéger certaines espèces animales et certaines essences végétales.

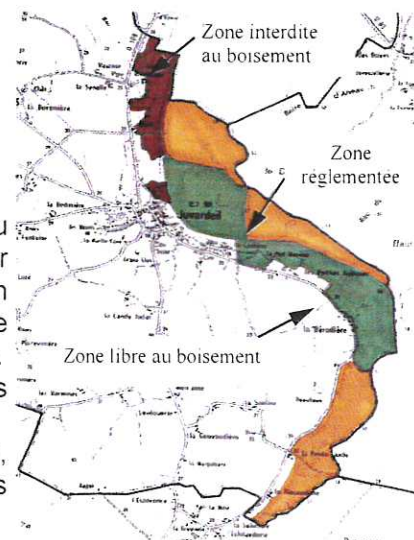
En contrepartie, les agriculteurs bénéficient de compensations financières et d'actions qui visent à consolider les exploitations d'élevages (aides à l'adaptation des bâtiments d'élevage, à l'aménagement des clôtures, des équipements,...)

A Juvardeil, le territoire concerné par l'OGAF couvre 65,10 ha.

♦ **LA RÉGLEMENTATION DES PLANTATIONS FORESTIÈRES**

Considérant l'aspect exceptionnel des basses vallées du Loir, de la Sarthe et de la Mayenne, l'État, par l'intermédiaire de ses représentants a été l'initiateur d'un groupe de travail afin de réglementer les plantations de peupliers dans ces vallées et de protéger les écosystèmes. Une charte a été signée en 1997, elle délimite trois zonages différents pour la plantation.

Ainsi, certaines zones sont interdites au boisement, d'autres sont réglementées et enfin, certaines sont libres au boisement.



♦ **LA LISTE RAMSAR DES
BASSES VALLEES
ANGEVINES, MARAIS DE
BASSE-MAINE ET DE ST
AUBIN.**

La convention de RAMSAR du 2 février 1971 relative aux zones humides d'importance internationale s'applique aux étendues de marais, de fagnes, de tourbières, d'eaux naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires, saumâtres ou salées, y compris des étendues d'eau marine dont la profondeur à marée basse n'excède pas six mètres. Ces zones humides doivent avoir une importance internationale au point de vue écologique, limnologique, hydrologique, botanique ou zoologique, particulièrement comme habitat des oiseaux d'eau.

L'objectif est d'enrayer la tendance à la disparition des zones humides et de favoriser la conservation de ces zones de leur flore et de leur faune.

Au moment où il ratifie la convention, chaque État doit désigner au moins une zone humide d'importance internationale qui est inscrite sur la « liste Ramsar ». Il peut à tout moment ajouter d'autres sites sur la « liste Ramsar ».

L'inscription d'un site sur la « liste Ramsar » constitue plus un label qu'une protection en elle même. Pour être efficace, elle doit être relayée par une protection de droit interne propre à chaque État.

♦ **LES ZNIEFF**

Le territoire de Juvardeil est couvert à l'est par deux ZNIEFF : une ZNIEFF de type I et une ZNIEFF de type II.

Rappelons qu'une ZNIEFF est un espace naturel, remarquable, du fait de caractéristiques écologiques encore préservées (trame bocagère, ensemble boisé, milieu dunaire...) ou de la présence d'une flore ou d'une faune typique du milieu à inventorier.

Les ZNIEFF ont été mises en place en 1982 et ont pour objectifs :

- *De mettre à la disposition des responsables de l'aménagement du territoire un recueil sur les milieux naturels*
- *D'ouvrir à une définition plus rationnelle des politiques de protection et de gestion des espaces naturels.*

La ZNIEFF de type II (n° 2056 « Les Basses Vallées Angevines ») identifie un grand ensemble naturel, milieu dans lequel toute modification écologique fondamentale doit être évitée. Cette zone est répartie sur 20 communes : Ste Gemmes sur Loire, Angers, Cantenay-Epinard, Ecoflant, Soulaire-et-Bourg, Briollay, Villevêque, Soucelles, Corzé, Tiercé, Cheffes, Etriché, Montreuil-Juigné, **Juvardeil**, Chateauneuf sur Sarthe, Brissarthe, Morannes, Chemiré-sur-Sarthe, Bouchemaine et Feneu. Elle présente un intérêt particulier car il s'agit d'un des derniers grands complexes de prairies humides inondables du territoire français.

La ZNIEFF de type I (n° 2056-0003 « Prairies alluviales au nord d'Angers ») identifie un milieu homogène, généralement plus ponctuel, d'intérêt remarquable du fait de la présence d'espèces protégées (rares ou menacées), caractéristiques d'un milieu donné ou en limite d'aire de répartition.

Cette ZNIEFF couvre 4500 ha répartie sur 16 communes : Angers, Avrillé, Montreuil-Juigné, Briollay, Cantenay-Epinard, Ecoflant, Soulaire et Bourg, Corzé, Villevêque, Soucelles, Tiercé, Cheffes, Etriché, **Juvardeil**, Châteauneuf sur Sarthe et Feneu.

Cette zone couvre la ZNIEFF de type II citée ci-dessus et intègre des espaces restreints d'interactions moindres mais jouant un rôle important par rapport à l'ensemble de la zone tant sur le plan de l'intégrité que de la fonctionnalité.

Ainsi, l'objectif des ZNIEFF est de protéger les sites dont la valeur biologique exceptionnelle est confirmée et de promouvoir des règles de gestion pour maintenir la qualité de milieu sur les zones retenues.

♦ LE RÉSEAU NATURA 2000

Une partie du territoire communal constitue le réseau Natura 2000. Il s'agit d'un réseau européen de sites naturels qui vise à préserver des milieux naturels et des espèces animales et végétales rares à l'échelle européenne. Ces habitats et ces espèces sont précisées dans les annexes des directives européennes « habitats » et « oiseaux ».

Sur le territoire de la commune, une vaste partie de la vallée de la Sarthe est ainsi intégré dans la zone NATURA 2000 des « Basses Vallées Angevines ».

Les Basses Vallées Angevines constitue un site exceptionnel pour sa faune, sa flore et ses habitats, et plus particulièrement pour les oiseaux. Il abrite régulièrement plus de 20000 oiseaux d'eau. Il représente le plus important site de nidification du Râle des genêts dans la région des Pays de la Loire, ainsi que le premier site de France pour cette espèce menacée au niveau mondial.

Les prairies inondables sont encore bien préservées et présentent une diversité remarquable d'associations végétales en fonction du degré d'hygrométrie des sols. L'appropriation locale des politiques agri-environnementales a permis de limiter la déprise agricole et de résister à la pression de la populiculture. Le site renferme également une intéressante diversité de groupements aquatiques et palustres.

Vaste complexe de zones humides regroupant les basses vallées de la Mayenne, de la Sarthe et du Loir, ainsi que les prairies de la Baumette, à l'aval d'Angers, l'ensemble présente de grandes surfaces de prairies mésophiles. Cet ensemble présente des complémentarités écologiques avec la Loire et un intérêt majeur au plan paysager aux portes de l'agglomération angevine.

Composition du site :

- Prairies semi-naturelles humides et prairies mésophiles améliorées	40%
- Eaux douces intérieures (eaux stagnantes et courantes)	20%
- Autres terres (incluant les zones urbanisées et industrielles, routes décharges, mines)	20%
- Forêts caducifoliées	10%
- Forêts artificielle en monoculture (ex :populiculture...)	10%

Pour garantir la préservation de cet ensemble écologique majeur dans le temps, un document d'objectifs a été adopté début 2004.

Ce document définit, pour chaque milieu, les objectifs à atteindre ainsi que les actions à entreprendre en faveur de la conservation des grandes caractéristiques du site.

Le territoire de Juvardeil en tant que partie des « Basses Vallées Angevines » présente un patrimoine naturel d'une extrême richesse. De ce fait, de nombreux outils de valorisation et protection du patrimoine naturel couvrent une partie du territoire communal (vallée de la Sarthe).

CONTEXTE PHYSIQUE ET NATUREL

- Juvardeil bénéficie d'un climat doux et tempéré soumis aux influences océaniques et continentales.

- Le territoire de Juvardeil présente une juxtaposition complexe de formations de natures très variées.

Au sud-est, les sables alluvionnaires font l'objet d'exploitation de carrières.

Au nord-ouest, à hauteur du Synclinal de Châteauneuf, des carrières d'ardoises ont été ouvertes mais n'existent plus à l'heure actuelle.

- La commune dispose d'un relief contrasté, caractérisé par des vallonements au nord-ouest et par des plaines alluviales au sud-est.

- Juvardeil est dotée d'un réseau hydrographique dense comprenant notamment la Sarthe.

Une partie du territoire est soumise aux inondations.

- Une flore et une faune riches et variées occupent le territoire communal.

En raison de cette richesse particulière, le territoire est couvert par plusieurs outils de protection et de valorisation du patrimoine naturel.

TITRE V

LA ZONE NATURELLE

CHAPITRE I

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

GENERALITES

■ Caractère de la zone

La zone N couvre des secteurs naturels ou forestiers qu'il s'agit de préserver en raison :

- soit de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages, de leur intérêt notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.
- soit de l'existence d'une exploitation forestière
- soit de leur caractère d'espaces naturels.

La zone N comprend :

- **le secteur Np**, zone naturelle destinée à couvrir la zone NATURA 2000 en vue d'une protection stricte,
- **le secteur Nb** où le patrimoine bâti et paysager doit faire l'objet d'une protection stricte.
- **le secteur Ne** où l'exploitation des carrières est autorisée.
- **le secteur Nh** qui couvre des zones déjà construites pouvant recevoir quelques constructions nouvelles, dans la mesure où celles-ci ne portent pas atteinte à la préservation des sols agricoles et forestiers. Ce secteur est de taille et de capacités d'accueil limitées.
- **le secteur Nl** qui couvre les secteurs naturels réservés aux activités de loisirs

Eléments particuliers affectant le territoire et susceptibles d'intéresser l'instruction des autorisations du sol :

- *Pour les sites archéologiques identifiés par une trame particulière sur les documents graphiques, le service régional de l'archéologie devra être saisi préalablement à tous travaux intervenant sur ces secteurs.*
- *Une partie de la zone N est couverte par les périmètres de protection des Monuments Historiques (château et dépendances de Cellières). A l'intérieur de ce périmètre, l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France est requis préalablement à tout projet de construction, de transformation, de modification ou de déboisement.*
- *Une partie de la zone N est concerné par le risque « retrait-gonflement des argiles » (aléa nul à fort). Au sein de la zone N, le constructeur devra respecter certaines règles visant à garantir une bonne adaptation de la construction à la nature du sol (cf. fiche jointe dans la partie « Annexes »).*

SECTION I

NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DES SOLS**ARTICLE N 1****LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES**

Toute occupation et utilisation des sols est interdite, à l'exception des occupations et utilisations admises sous conditions particulières dans l'article N2.

Dispositions particulières applicables au secteur Np :

Sont interdites les constructions et installations de toute nature.

ARTICLE N 2**LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES****Dispositions applicables dans la zone N et ses sous-secteurs Nh, Nb, NI et Ne :**

- Les installations et équipements techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou des établissements d'intérêt collectif (réseaux, antennes, pylônes, station de pompage...),
- La reconstruction sur la même emprise de constructions normalement interdites dans la zone à la condition qu'elle ait lieu sur le même terrain, qu'elles aient été détruites après sinistre,
- Les affouillements et exhaussements du sol liés et nécessaires à l'exploitation agricole ou au fonctionnement d'un service public ou d'un établissement d'intérêt collectif,

Dispositions complémentaires applicables dans la zone N exclusivement :

- L'aménagement, la remise en état et l'extension (en neuf ou sous forme de changement de destination d'un bâtiment existant en continuité) des constructions existantes dans la mesure où :
 - l'extension en neuf n'excède pas 50 % de la surface au sol autorisée dans le permis de construire originel ou, à défaut, de la surface au sol à la date d'approbation du P.L.U., dans une limite d'emprise de 50m²,
 - l'extension ainsi créée ne conduise pas à la création d'un deuxième foyer dans le bâtiment et n'entrave pas le développement des activités agricoles existantes. Ainsi, si la construction est située à moins de 100 mètres d'un bâtiment agricole en activité et générant des nuisances, l'extension devra être réalisée de manière à ne pas réduire les interdistances avec le bâtiment agricole concerné sauf lorsqu'une autre habitation occupée par un tiers se trouve entre le bâtiment objet de l'extension et le bâtiment agricole.
- La réalisation d'annexes aux habitations existantes dans la mesure où elles sont situées à 30 mètres maximum des habitations auxquelles elles se rattachent et leur emprise totale pour l'unité foncière ne dépasse pas 50m² sur un niveau,

- le bâtiment présente une architecture traditionnelle de qualité (sont notamment exclus les bâtiments présentant une structure ou une couverture métallique, fibro ou similaires) et que l'aménagement prévu en permette la mise en valeur,
- l'opération est distante de 100 mètres minimum de tout bâtiment agricole générant des nuisances de toute nature,
- dans le cadre d'une activité artisanale, elle ne porte pas atteinte aux lieux avoisinants et ne génère pas de nuisances incompatibles avec la proximité d'habitations et l'environnement.

Dispositions complémentaires applicables dans le secteur Nb exclusivement :

- L'extension, la restauration et l'aménagement du bâti existant dans le respect des caractéristiques architecturales traditionnelles des bâtiments (volumes, couleurs, matériaux...) et de la qualité paysagère du site.

Dispositions complémentaires applicables dans le secteur NI exclusivement :

- Les constructions liées à des activités de loisirs et leurs extensions sous réserve de leur intégration dans le site.

Dispositions complémentaires applicables dans le secteur Ne exclusivement:

- Les constructions et installations liées ou nécessaires à l'exploitation et au développement des carrières.

Dispositions particulières applicables dans le secteur Np exclusivement:

- L'aménagement, la remise en état et l'extension (en neuf ou sous forme de changement de destination d'un bâtiment existant en continuité) des constructions existantes dans la mesure où :
 - l'extension en neuf n'excède pas 50 % de la surface au sol autorisée dans le permis de construire originel ou, à défaut, de la surface au sol à la date d'approbation du P.L.U., dans une limite d'emprise de 50m²,
 - l'extension ainsi créée ne conduise pas à la création d'un deuxième foyer dans le bâtiment et n'entrave pas le développement des activités agricoles existantes. Ainsi, si la construction est située à moins de 100 mètres d'un bâtiment agricole en activité et générant des nuisances, l'extension devra être réalisée de manière à ne pas réduire les interdistances avec le bâtiment agricole concerné sauf lorsqu'une autre habitation occupée par un tiers se trouve entre le bâtiment objet de l'extension et le bâtiment agricole.
- La réalisation d'annexes aux habitations existantes dans la mesure où elles sont situées à 30 mètres maximum des habitations auxquelles elles se rattachent et leur emprise totale pour l'unité foncière ne dépasse pas 50m² sur un niveau,
- Les piscines couvertes ou non situées à moins de 30 mètres de l'habitation à laquelle elles se rattachent sans limitation de surface,

ARTICLE N 5 SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS

En l'absence d'un réseau public d'assainissement, la superficie des terrains doit présenter les caractéristiques suffisantes pour la mise en place d'un dispositif d'assainissement non collectif, conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE N 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions nouvelles de toute nature doivent être implantées en observant une marge de recul minimum :

- 15 mètres de l'alignement des RD n°768 et n°770,
- 10 mètres de l'alignement des RD n°108 et n°308 et de l'alignement des voies communales,

L'ensemble des retraits définis ci-dessus ne s'applique pas à la réfection, la transformation et l'extension des constructions existantes qui sont possibles parallèlement à la voie, dans l'alignement des anciennes constructions ainsi qu'aux éventuelles reconstructions d'anciens bâtiments après sinistre.

Ces mêmes retraits ne s'appliquent pas à l'implantation d'équipements d'infrastructure (transformateur...), à condition qu'ils n'entraînent aucune gêne ni danger pour la circulation et n'entravent pas la gestion de l'itinéraire routier (élargissement de voie).

ARTICLE N 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Pour les constructions non implantées en limites séparatives, les constructions doivent respecter une marge de recul minimum de 4 mètres par rapport à ces limites.

Cette distance peut être inférieure en cas d'implantation d'équipements publics liés aux divers réseaux.

ARTICLE N 8 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété n'est pas réglementée.

ARTICLE N 9 EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol n'est pas réglementée.

Dispositions particulières applicables dans le secteur Nh, NI et Ne :
L'emprise au sol des constructions est limitée à 20% de la superficie de la parcelle.

La modification de toute toiture ou couverture des constructions existantes devra se faire dans le respect de l'aspect initial de celles-ci.

11.4 - Les matériaux

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés de ciment....) est interdit.

Sont admis pour les bâtiments à usage d'activités et les équipements publics des matériaux de teintes neutres s'harmonisant avec le paysage environnant.

11.5 Installations de capteurs solaires et autres

Les installations réalisées en vue de la production ou d'économie d'énergie (capteurs solaires, par exemple) sont autorisées et doivent être intégrées à l'environnement.

11.6 Vérandas

La réalisation de vérandas visibles depuis la rue sera interdite.

Les vérandas ne sont pas soumises aux règles de pente et de matériaux de toiture mentionnées à l'article 11.3.

11.7 - Les clôtures

Les clôtures devront par leur aspect, leur nature et leurs dimensions, s'intégrer harmonieusement à l'environnement.

ARTICLE N 12 STATIONNEMENT

Le stationnement doit être réalisé hors des voies publiques et être adapté à la destination, à l'importance et à la localisation des constructions ainsi qu'aux conditions de stationnement et de circulation du voisinage.

Les aires de stationnement, par leur implantation, leur organisation, leur traitement paysager, doivent s'intégrer à leur environnement.

Les aires d'évolution de chargement ou déchargement devront être aménagées à l'intérieur des propriétés.

ARTICLE N 13 ESPACES LIBRES, PLANTATIONS ET ESPACES BOISES CLASSES

13.1 Plantations

Les arbres existants doivent être conservés dans la mesure du possible. Tout arbre abattu devra être remplacé par une plantation de même nature.

Il est fait obligation de planter des arbres de hautes tiges et autres végétations, afin de permettre une meilleure intégration des bâtiments volumineux dans l'environnement.

13.2 Espaces boisés classés et éléments de paysage protégés

Les espaces boisés classés figurant sur les documents graphiques sont soumis aux dispositions des articles L.130-1 et R.130-1 du code de l'Urbanisme.

L'abattage partiel ou total des éléments végétaux repérés au titre de l'article L.

SECTION III**POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL**

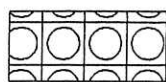
ARTICLE N 14 COEFFICIENT D'OCCUPATION DES SOLS

Le C.O.S. n'est pas règlementé.

Légende



Limite de zone



Espaces Boisés Classés (EBC)



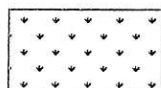
Elément végétal (haie) protégé au titre de l'article L. 123-1 7° du code de l'urbanisme



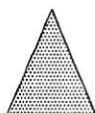
Haie à planter



Ensemble bâti et paysager protégé au titre de l'article L. 123-1 7° du code de l'urbanisme



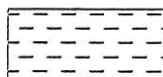
Terrains cultivés à protéger en application de l'article L.123-1 9° du code de l'urbanisme



Bâtiment ou ensemble de bâtiments pouvant changer de destination (habitat ou activités touristiques) en vertu de l'article L. 123-3-1 du code de l'urbanisme



Sites archéologiques



Secteur soumis au risque d'inondation et aux prescriptions réglementaires du PPRI de la Sarthe approuvé le 20 avril 2006



Emplacement réservé (au bénéfice de la commune) :

- 1- Elargissement de la voirie de desserte de la zone 1AUy (largeur de 3 mètres)
- 2- Création d'une voirie de desserte (largeur de 6 mètres)
- 3- Création d'un ouvrage d'assainissement collectif (superficie : 21500m²)
- 4- Création d'un cheminement pédestre (largeur de 5 mètres)

Les zones urbaines

Zone UA	Zone urbaine correspondant aux secteurs urbanisés du centre historique
Zone UB	Zone urbaine correspondant aux secteurs d'urbanisation récente
Zone UBa	Zone urbaine correspondant aux secteurs d'urbanisation récente non desservis par le réseau d'assainissement collectif
Zone UL	Zone urbaine correspondant aux secteurs à vocation sportive, touristique ou de loisirs

Les zones à urbaniser

Zone 1AU	Zone d'urbanisation à court terme à vocation principale d'habitat (zone 1AU ₁ et 1AU ₂)
Zone 1AUy	Zone d'urbanisation à court terme à vocation spécifique d'activités économiques non desservie par le réseau d'assainissement collectif
Zone 1AUL	Zone d'urbanisation à court terme à vocation sportive, touristique ou de loisirs
Zone 2AU	Zone d'urbanisation à long terme à vocation principale d'habitat
Zone 2AUL	Zone d'urbanisation à long terme à vocation sportive, touristique ou de loisirs

Les zones agricoles et naturelles

Zone A	Zone de protection du potentiel agronomique, biologique et économique des terres (zone agricole)
Zone N	Zone naturelle de protection des espaces naturels sensibles
Secteur Np	Secteur naturel de protection stricte de la zone NATURA 2000 des Basses Vallées Angevines
Secteur Nh	Secteur naturel de hameaux à l'intérieur duquel sont autorisées les nouvelles constructions à usage d'habitation
Secteur Nb	Secteur naturel couvrant les ensembles patrimoniaux bâtis et paysagers remarquables
Secteur Ne	Secteur naturel réservé pour l'exploitation des carrières
Secteur NL	Secteur naturel réservé aux activités de loisirs